

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Hassan Rahali, *Président du Conseil* ;
Dirk De Block, Amet Gjanaj, Josiane Dostie, Abdelkarim Haouari, Saliha Raiss, Mohammed El Bouzidi, Mohammed Kalandar, *Échevin(e)s* ;
Ahmed El Khannouss, Jamel Azaoum, Olivier Mahy, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Luc Vancauwenberge, Yassine Akki, Khalil Boufraquech, Didier Fabien Willy Milis, Emre Sumlu, Rachid Ben Salah, Taoufik Hamzaoui, Didier-Charles Van Merris, Hamza Zibouh, Harmony Deknudt, Rachid Mahdaoui, Ibrahima Bah, Wafa Chelh, Hilde Sagon, Mohamed El Hamouti, Ali Syed, Maria Vindevoghel, Khalid El Jaidi El Qazouy, Mohamad Chehade, Nouhéb Belghith, Matteo Kopriva, Valérie Loseke Nembalemba, Cloë Machuelle, Marie De Leener, *Conseillers communaux* ;
Nathalie Vandeput, *Secrétaire f.f.*

Excusés

Catherine Mourcaux, *Bourgmestre* ;
Oumar Diallo, *Échevin(e)* ;
Hassan Ouassari, Michaël Vossaert, Mohamed Adahchour, Hakim Aissati, Mohamed Arabi, Nouhaila El Akrouch, Asma Boutaarourt, *Conseillers communaux*.

Séance du 18.06.25

#Objet : Taxes communales - Taxe sur les dépôts de matériaux, matériel, marchandises et choses de toute nature – Exercices 2025 à 2030 inclus – Création. #

Séance publique**Finances****LE CONSEIL,**

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;
Vu les articles 117, 118 et 252 de la Nouvelle Loi communale ;
Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;
Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ;
Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) entré en vigueur le 25 mai 2018 ;
Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;
Vu la situation financière de la Commune ;
Considérant qu'il s'avère justifié, qu'afin d'éviter un coût déraisonnable en personnel de contrôle, d'exonérer de la taxe les surfaces ne dépassant pas 40 m² ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :**Article 1**

Il est établi au profit de la commune, pour les exercices 2025 à 2030 inclus, une taxe annuelle sur les dépôts de matériaux, matériel, marchandises et choses de toute nature, à découvert ou sous abri, même provisoire situés sur le territoire de Molenbeek-Saint-Jean.

Article 2

Pour l'application du présent règlement, on entend par :

"*dépôt*" : tout immeuble contenant des marchandises, matériaux, matériel et choses de toute nature, à découvert ou sous abri, ayant fait l'objet d'un contrat de dépôt au sens de l'article 1915 du Code civil ;

« *dépôt avec mandat de vente* », tout bien immeuble contenant des marchandises, matériaux, matériel et choses de toute nature, à découvert ou sous abri, ayant fait l'objet d'un contrat de dépôt, au sens de l'article 1915 du Code civil, mais avec mandat de vente, donc sans restitution en nature mais en espèces ;

« *entrepôt* », le bâtiment ou l'emplacement où des marchandises, matériaux, matériel et choses de toute nature sont ou peuvent être entreposés ;

« *abri provisoire* », tout bâtiment non repris au plan cadastral.

La surface imposable est constituée par la superficie proposée pour le dépôt de matériaux.

Article 3

La taxe est due par l'exploitant. Selon le cas: le propriétaire, l'emphytéose, le superficiaire et l'usufruitier sont codébiteurs au paiement de la taxe.

Article 4

La taxe annuelle est fixée proportionnellement aux mètres carrés de superficie totale.

Elle sera établie selon les paliers suivants :

- jusqu'à 99 m² : 2,50 EUR/m²
- de 100 à 499 m² : 5,00 EUR/m²
- de 500 à 999 m² : 6,50 EUR /m²
- A partir de 1.000 m² : 8,50 EUR /m²

Article 5

Sont exonérés de la taxe:

- Les premiers 40 m²
- Les abris provisoires servant à l'élevage de petits animaux

Article 6

L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule.

Le redevable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de communiquer à l'Administration communale, au plus tard le 15 janvier de l'année qui suit celle de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation. La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

Toute modification de la base taxable doit être notifiée à l'administration communale dans les 10 jours ouvrables qui suivent ladite modification.

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à 10% du droit initialement dû. Le montant de cette majoration est enrôlée simultanément et conjointement avec la taxe enrôlée d'office.

Article 7

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe sera arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Échevins. Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement de la taxe sans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôt directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 8

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, tout ce qui n'est pas réglé par le présent règlement sera régi par les dispositions du CIR92 et son arrêté d'exécution, applicables aux taxes locales, ainsi que par les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou par toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale.

Article 9

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation.

Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 10

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Molenbeek-Saint-Jean;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : nom, prénom, adresse, numéro national ou numéro d'entreprise, adresse postale, adresse courriel, numéro de téléphone, données patrimoniales ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 10 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : déclaration transmise par le demandeur/redevable ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 11

Le présent règlement entre en vigueur à partir de l'exercice 2025. Il annule et remplace le règlement sur les emplacements dans les gares à marchandises adopté par me Conseil communal en date du 20 janvier 2021.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

36 votants : 25 votes positifs, 11 votes négatifs.

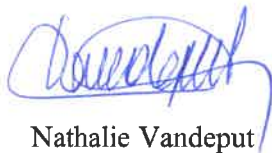
AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Secrétaire f.f.,
(s) Nathalie Vandeput

Le Président du Conseil,
(s) Hassan Rahali

POUR EXTRAIT CONFORME
MOLENBEEK-SAINT-JEAN, le 23 juin 2025

Secrétaire f.f.,



Nathalie Vandeput

Le Bourgmestre f.f.,



Amet Gjanaj

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Hassan Rahali, *Voorzitter van de Raad* ;
Dirk De Block, Amet Gjanaj, Josiane Dostie, Abdelkarim Haouari, Saliha Raiss, Mohammed El Bouzidi, Mohammed Kalandar, *Schepenen* ;
Ahmed El Khannouss, Jamel Azaoum, Olivier Mahy, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Luc Vancauwenberge, Yassine Akki, Khalil Boufraquech, Didier Fabien Willy Milis, Emre Sumlu, Rachid Ben Salah, Taoufik Hamzaoui, Didier-Charles Van Merris, Hamza Zibouh, Harmony Deknudt, Rachid Mahdaoui, Ibrahima Bah, Wafa Chelh, Hilde Sagon, Mohamed El Hamouti, Ali Syed, Maria Vindevoghel, Khalid El Jaidi El Qazouy, Mohamad Chehade, Nouhéb Belghith, Matteo Kopriva, Valérie Loseke Nembalemba, Cloë Machuelle, Marie De Leener, *Gemeenteraadsleden* ;
Nathalie Vandeput, *Wvd. Secretaris*.

Verontschuldigd

Catherine Moureaux, *Burgemeester* ;
Oumar Diallo, *Schepen* ;
Hassan Ouassari, Michaël Vossaert, Mohamed Adahchour, Hakim Aissati, Mohamed Arabi, Nohaila El Akrouh, Asma Boutaourout, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 18.06.25

#Onderwerp : Gemeentebelastingen – Belasting op opslagplaatsen voor materialen, materieel, goederen en zaken van alle aard – Dienstjaren 2025 tot 2030 inbegrepen – Invoering. #

Openbare zitting

Financiën

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;
Gelet op artikelen 117, 118 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;
Gelet op het wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;
Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, als gewijzigd ;
Gelet op de verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) van kracht op 25 mei 2018;
Overwegende dat het doel, dat door deze belasting wordt nagestreefd, is van aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de financiële middelen te verschaffen, die noodzakelijk zijn voor haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook om haar financieel evenwicht te waarborgen en overwegende dat, tot het bereiken van dit doel, het juist blijkt om met de belastingcapaciteit van de belastingbetalers rekening te houden, en dit in de wettelijke bezorgdheid een rechtvaardige verdeling van de belastingdruk te waarborgen;
Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;
Overwegende dat het gerechtvaardigd blijkt dat, om onredelijke kosten voor het controlepersoneel te vermijden, de oppervlakten die geen 40 m² totale oppervlakte overtreffen moeten worden vrijgesteld;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor de dienstjaren 2025 tot 2030 inbegrepen, een jaarlijkse belasting geheven op de depots, depots met verkoopmandaat en opslagplaatsen voor goederen, materialen, materieel en zaken van alle aard, in open lucht of overdekt, ook van tijdelijke aard.

Artikel 2

Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder:

“*depot*”, elk gebouw waar goederen, materialen, materieel en zaken van alle aard die het voorwerp hebben uitgemaakt van een bewaargevingsovereenkomst in de zin van artikel 1915 van het Burgerlijk Wetboek zijn opgeslagen, al dan niet overdekt;
“*depot met verkoopmandaat*”, elk gebouw waar goederen, materialen, materieel en zaken van alle aard die het voorwerp hebben uitgemaakt van een bewaargevingsovereenkomst in de zin van artikel 1915 van het Burgerlijk Wetboek zijn opgeslagen, al dan niet overdekt, maar met een verkoopmandaat, dus zonder teruggave in natura maar met teruggave in speciën;

“opslagplaats”, een gebouw of plaats waar goederen, materialen, materieel en zaken van alle aard opgeslagen kunnen worden;
 “tijdelijk hok”, elk gebouw dat niet in het kadastraal plan is opgenomen.

De belastbare oppervlakte omvat de oppervlakte die wordt aangeboden voor de opslag van materialen.

Artikel 3

De belasting is hoofdelijk verschuldigd door de uitbater, de eigenaar, de erfpachter, de opstalhouder en de vruchtgebruiker zijn medeschuldnaars voor de betaling van de belasting verschuldigd door de belastingschuldige.

Artikel 4

Het jaarlijkse belasting is vastgesteld in evenredigheid met de vierkante meters van de totale oppervlakte.

Ze zal als volgt trapsgewijs vastgesteld worden:

- Tot 99m²: 2,50 EUR /m²
- Van 100m² tot 499m²: 5,00 EUR/m²
- Van 500m² tot 999m²: 6,50 EUR/m²
- 1000m² en meer: 8,50 m²

Artikel 5

Zijn vrijgesteld van de belasting:

- De eerste 40 m²;
- De voorlopige gebouwen dienend tot de teelt van kleine dieren.

Artikel 6

Het gemeentebestuur betekent een aangifteformulier aan de belastingplichtige, dat deze laatste naar behoren ingevuld en ondertekend dient terug te sturen vóór de uiterste datum die vermeld op voornoemd formulier.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangt, dient aan het gemeentebestuur, uiterlijk op 15 januari van het jaar dat volgt op het aanslagjaar de gegevens mee te delen die nodig zijn voor het heffen van de belasting. De aangifte blijft van kracht tot herroeping.

Elke wijziging van de belastbare basis dient betekend te worden aan het gemeentebestuur binnen de 10 werkdagen die op de genoemde wijziging volgen.

Artikel 7

De belasting wordt ingevoerd via kohier. Het kohier van de belasting wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen. De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet. De belasting moet betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

De belasting dient betaald te worden binnen de 2 maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Bij gebrek aan betaling van de belasting binnen de termijn, is een intrestvoet voorzien betreffende de belastingen verschuldigd, deze intrestvoet wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 8

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

Artikel 9

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het college van burgemeester en schepenen, dat optreedt als administratieve overheid. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van rekenplichtige ten laste van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Bezwaarschriften moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet. Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger.

Als de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindiener niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 10

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: naam, voornaam, adres, Rijksregisternummer of Bedrijfsnummer, postale adres, mailadres, telefoonnummer, patrimoniumsgegevens;

• bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 10 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;

• verzamelmethode: door aanvrager/belastingplichtige ingediende aangifte;

• doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 11

Dit reglement treedt in werking vanaf het dienstjaar 2025. Hij annuleert en vervangt het belastingreglement op de ruimten gelegen in de goederenstations gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 20 januari 2021.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

36 stemmers : 25 positieve stemmen, 11 negatieve stemmen.

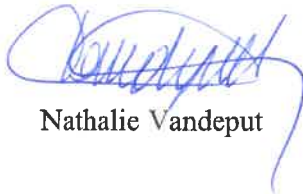
ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

Wnd. Secretaris,
(g) Nathalie Vandeput

De Voorzitter van de Raad,
(g) Hassan Rahali

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
SINT-JANS-MOLENBEEK, 23 juni 2025

Wnd. Secretaris,



Nathalie Vandeput

De Wnd. Burgemeester,



Amet Gjanaj

